CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.944/2
du 21 février 2022

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.944/2
van 21 februari 2022

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Le 1er février 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2014 relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 février 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 février 2022.

*

Op 1 februari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 februari 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 februari 2022.

*

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 4 du projet entend modifier l'article 21 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 'relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', qui fixe le plafond des revenus pour bénéficier d'une intervention majorée, afin d'y insérer une disposition spécifique pour le calcul du plafond des revenus des familles monoparentales (augmentation du plafond de revenus applicable du ménage de l'autre parent d'un montant déterminé par enfant s'il y cohabite dans le cadre d'un hébergement partagé à raison d'au minimum deux jours par semaine en moyenne). La preuve de la cohabitation et des revenus est apportée par une déclaration sur l'honneur conformément au modèle figurant à l'annexe 3 que le projet tend à insérer dans l'arrêté royal du 15 janvier 2014.

Dans son avis 236/2021 du 17 décembre 2021, l'Autorité de protection des données a à cet égard fait remarquer ce qui suit :

> « 13. L'article 4 du projet ajoute à l'article 21 de l'arrêté royal, qui fixe le plafond des revenus pour bénéficier d'une intervention majorée, une disposition spécifique pour le calcul du plafond des revenus des familles monoparentales (augmentation du plafond de l'autre parent d'un montant déterminé par enfant s'il cohabite dans le cadre d'un hébergement partagé à raison d'au minimum 2 jours par semaine en moyenne). La preuve de la cohabitation et des revenus est apportée par une déclaration sur l'honneur conformément à la nouvelle annexe 3 qui est ajoutée à l'arrêté royal par le projet (voir aussi l'article 10 du projet). Les données collectées à l'aide de cette déclaration sur l'honneur sont tout d'abord les mêmes que celles qui sont mentionnées dans l'actuelle annexe 1 (voir le point 9 *in fine*) de l'arrêté royal en ce qui concerne le parent demandeur et les enfants qui font l'objet de l'hébergement partagé entre leurs parents. Ensuite, une série de données financières sont réclamées pour chacun des enfants concernés, à savoir :
>
> • revenus professionnels et revenus de remplacement. Ceux-ci comprennent les salaires et avantages liés, les rémunérations de dirigeants d'entreprise, les revenus d'indépendants, le chômage avec complément d'entreprise (anciennement prépension), les indemnités légales de maladie-invalidité (incapacité de travail payée par la mutualité), les indemnités extra-légales de maladie ou autre allocation octroyée suite à une perte de salaire, les allocations de chômage, la pension (légale ou extra-légale) ainsi que le pécule de vacances ;
>
> • les revenus immobiliers en tant que propriétaire ou usufruitier en Belgique ou à l'étranger, il s'agit plus particulièrement du revenu cadastral (maison d'habitation), d'autres biens immobiliers (bâtiments, habitations, terrains, ...) imposables en Belgique ou non ;

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

• les revenus mobiliers, à savoir les intérêts, dividendes, etc. déclarés en Belgique ou non, les rentes, les capitaux en tenant lieu ou les valeurs de rachat (assurance-groupe, assurance-vie, etc.) ;

• tout autre revenu imposable en Belgique (rente alimentaire, bourse d'études, etc.), les revenus étrangers exonérés en Belgique en vertu de conventions internationales préventives de la double imposition, les allocations familiales (moins de 25 ans s'il a des revenus professionnels).

14. Ces données sont traitées en vue de calculer le revenu brut imposable exact [1]. L'Autorité constate que les données visées par cette nouvelle annexe 3 sont les mêmes que celles qui font l'objet de l'actuelle annexe 2 [2] de l'arrêté royal.

15. Pour autant que l'Autorité puisse en juger, les données demandées sont pertinentes afin de calculer le revenu brut imposable du ménage.

16. L'Autorité constate cependant qu'en ce qui concerne les revenus, les personnes concernées sont tenues de fournir des justificatifs et/ou des attestations qui sont disponibles auprès d'autres services publics. Tel est notamment le cas pour l'avertissement-extrait de rôle le plus récent, les diverses fiches fiscales et les divers relevés récapitulatifs. Il est souvent proposé de fournir, outre la fiche fiscale ou le relevé récapitulatif, également une attestation de l'instance qui a délivré la fiche ou le relevé récapitulatif.

17. Obliger la personne concernée à collecter des documents qui sont déjà en la possession de l'autorité, tels que l'avertissement-extrait de rôle, les fiches fiscales, les relevés récapitulatifs, n'est pas un exemple de méthode efficace. Ceci n'est d'ailleurs pas conforme à l'article 2 [3] de la loi du 5 mai 2014 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier.

18. L'auteur du projet doit donc vérifier quels documents sont disponibles auprès d'autres services publics en vue du contrôle des données financières fournies et lesquels ne le sont pas, afin de limiter la fourniture de justificatifs par les personnes concernées à ce qui est absolument nécessaire. Ce n'est pas le cas actuellement. L'annexe doit être adaptée en fonction des résultats de cet exercice ».

---

[1] *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité :* L'article 37, § 19, deuxième à quatrième alinéas de la loi ['relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'], coordonnée [le 14 juillet 1994], dispose en la matière :
« Sont pris en considération les revenus bruts imposables du ménage. Par revenus bruts imposables, il faut entendre le montant des revenus tels qu'ils sont fixés en matière d'impôts sur les revenus avant toute déduction, ainsi que tout autre ressource déterminée selon les modalités fixées par le Roi.
De même, sont pris en considération les revenus exonérés d'impôt en Belgique en vertu de conventions internationales préventives de la double imposition ou d'autres traités ou accords internationaux, qu'ils interviennent ou non pour le calcul de l'impôt afférent aux autres revenus, ainsi que les revenus des personnes visées à l'article 227, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992 qui sont exonérés d'impôt conformément aux articles 230 ou 231, § 1er, 2°, du même Code.
Le Roi peut également déterminer des modalités de précision des revenus ou ressources susvisés ainsi que fixer les conditions dans lesquelles des revenus ou ressources susvisés sont partiellement ou totalement exonérés ».

[2] *Note de bas de page n° 5 de l'avis cité :* Concerne la situation visée par l'article 29 de l'arrêté royal.

[3] *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité :* Cette loi a pour but de simplifier les obligations administratives des citoyens et des personnes morales en garantissant que les données qui sont déjà disponibles auprès d'une source authentique ne doivent pas à nouveau être communiquées à un service public fédéral, et d'aboutir à une harmonisation complète des formulaires électroniques et papier.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Interrogées à cet égard, les déléguées du Ministre ont répondu que

« [h]et opmaken van een dergelijke analyse is niet mogelijk vóór de publicatie van het betrokken koninklijk besluit maar het RIZIV engageert zich om deze aanbeveling in de toekomst te volgen en bij een volgende wijziging van de bijlage 3 deze analyse te maken ».

La réponse des déléguées du Ministre ne convainc toutefois pas. En effet, à la lecture de celle-ci, l'on n'aperçoit pas les motifs pour lesquels une telle vérification ne serait pas réalisable avant l'adoption du projet à l'examen, cette disposition n'ayant en outre vocation à entrer en vigueur qu'au 1er juillet 2022. Comme cela a été souligné par l'Autorité de protection des données, la fourniture de justificatifs déjà en possession de l'autorité se heurte à la loi du 5 mai 2014 'garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier', qui énonce en son article 2 qu'elle

« tend à alléger les obligations administratives des citoyens et des personnes morales en leur garantissant que les données déjà disponibles dans une source authentique ne devront plus être communiquées une nouvelle fois à un service public fédéral et tend à assimiler complètement les formulaires électroniques et les formulaires papier ».

En outre, conformément à l'article 8, § 1er, de la même loi du 5 mai 2014,

« [t]ous les nouveaux formulaires électroniques ou papier provenant d'une instance fédérale et destinés à un citoyen ou à une entreprise sont communiqués à l'Agence pour la simplification administrative du SPF Chancellerie du Premier ministre ».

En vertu de l'article 8, § 2, alinéa 1er, de la même loi, ce service devra vérifier si le formulaire a été conçu dans le respect du principe de la collecte unique de données.

L'auteur du projet veillera par conséquent à modifier le texte pour donner suite aux observations reproduites ci-avant de l'Autorité de protection des données et à soumettre le formulaire en projet, joint en annexe du projet, au service compétent [4].

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 8, la date de réalisation de l'analyse d'impact sera précisée.

2. L'alinéa 10 relatif au visa de l'avis de l'Autorité de protection des données sera déplacé afin de respecter la mention par ordre chronologique des formalités préalables accomplies.

[4] Voir notamment dans le même sens l'avis 67.285/3 donné le 25 mai 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 juin 2020 'portant exécution des articles 93*ter* à 93*quinquies* du code de la taxe sur la valeur ajoutée, des articles 412*bis*, 433 à 435 du code des impôts sur les revenus 1992, des articles 35 à 37, 43 à 45 et 47 du code du recouvrement amiable et forc[é] des créances fiscales et non fiscales, et des articles 157 à 159 et 161 de la loi-programme (I) du 29 mars 2012, en matière d'e-notariat' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67285).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

DISPOSITIF

Article 1er

1.1. S'agissant de l'article 6, alinéa 5, de l'arrêté royal du 15 janvier 2014, inséré par l'article 1er, 3°, du projet, l'Autorité de protection des données a observé ce qui suit dans son avis n° 236/2021 du 17 décembre 2021 :

> « 10. L'article 18, alinéa 1er, 8°[, en projet] de l'arrêté royal [du 15 janvier 2014 'relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' [5]] dispose qu'aucune période de référence ne s'applique pour les indépendants ayant bénéficié du droit passerelle pendant au moins un trimestre. Les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants font partie du réseau secondaire de la sécurité sociale. Par conséquent, les informations qui concernent le bénéfice d'un droit passerelle et qui sont donc nécessaires pour évaluer le bien-fondé de la demande sont disponibles au sein du réseau de la sécurité sociale. En vertu de l'article 11, premier alinéa de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, toutes les institutions de sécurité sociale recueillent les données sociales dont elles ont besoin dans le réseau, lorsqu'elles y sont disponibles [6]. Compte tenu de cet élément, on ne peut exiger que le travailleur indépendant concerné fournisse une 'attestation' qu'il aura réclamée auprès de sa caisse d'assurances. Ce point doit donc être supprimé dans l'article 6 de l'arrêté royal, tel qu'il est modifié par l'article 1er du projet ».

Interrogées quant aux motifs pour lesquels il n'a pas été donné suite à cette observation, les déléguées du Ministre ont répondu ce qui suit :

> « In het artikel 1, 3° van het ontwerp van [koninklijk] [besluit] wordt aangegeven dat de indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht gedurende een kwartaal' bewezen wordt door de mededeling van het genot van het overbruggingsrecht gedurende een kwartaal door de Vrije Sociale Verzekeringskas of door de Nationale Hulpkas waarbij zij met toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen zijn aangesloten. Er wordt in de bepaling niet aangegeven dat deze mededeling dient te gebeuren door het opvragen en verstrekken van een papieren attest door de betrokken zelfstandige zelf. De mededeling zal gebeuren op basis van een elektronische flux die beschikbaar is binnen het netwerk van de sociale zekerheid zoals dit geëist wordt krachtens het artikel 11, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. De bepaling werd ingevoerd zodanig dat reglementair voorzien wordt op welke manier de indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht' bewezen [wordt]. In dat opzicht wordt de beoordeling van de [Gegevensbeschermingsautoriteit] niet gevolgd en wordt de bepaling niet geschrapt ».

Il est pris acte de ces explications. Dans un souci de sécurité juridique, afin de lever toute ambiguïté, le dispositif gagnerait néanmoins à préciser que la communication s'effectuera via le réseau de la sécurité sociale conformément à l'article 11, alinéa 1er, de la loi du 15 janvier 1990 'relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale'.

[5] Article 3 du projet à l'examen.

[6] *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Requiert une autorisation de la chambre Sécurité sociale et Santé du Comité de sécurité de l'information (article 15, § 1er de la loi du 15 janvier 1990).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

1.2. Le même article 6, alinéa 5, en projet de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 prévoit en outre que le contenu de la communication peut être déterminé par le Service du contrôle administratif de l'INAMI.

La question se pose de l'admissibilité de cette délégation réglementaire à l'INAMI.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à une autorité non politiquement responsable n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, et de rang précis dans la hiérarchie des normes, sont absentes. Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée [7].

Interrogées à cet égard, les déléguées du Ministre ont précisé ce qui suit :

> « De indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht gedurende een kwartaal' wordt krachtens dat artikel 18 bewezen door de mededeling van het genot van het overbruggingsrecht gedurende een kwartaal door de Vrije Sociale Verzekeringskas of door de Nationale Hulpkas waarbij zij met toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen zijn aangesloten. De Dienst voor administratieve controle legt per omzendbrief de verdere praktische modaliteiten vast zoals welke elektronische KSZ-flux geconsulteerd dient te worden door de ziekenfondsen voor de vaststelling van het overbruggingsrecht. Dit is ook reeds het geval voor de andere indicatoren ».

Par conséquent, dès lors qu'elle ne porte que sur des éléments exclusivement techniques, à l'égard desquels aucune appréciation d'ordre politique n'est susceptible d'être mise en œuvre, la délégation peut être admise dans le chef de l'INAMI qui semble effectivement le mieux placé pour énoncer le contenu de la communication.

Ceci dit, afin de garantir l'accessibilité du contenu de la communication, il convient de prévoir dans le projet la façon dont l'INAMI en assurera la publicité.

[7] En ce sens, notamment l'avis 67.719/VR donné le 15 juillet 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 9 octobre 2020 'portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano' (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1490/1, pp. 28 à 58, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67719). Voir aussi l'avis 70.541/2 donné le 15 décembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 décembre 2021 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises', (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/70541).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Article 2

Comme l'actuel article 8, alinéa 1er [8], 6°, de l'arrêté royal du 15 janvier 2014, la disposition appelée par l'article 2 du projet à remplacer ce 6° prévoit en sa première phrase que le droit à l'intervention majorée est accordé automatiquement aux enfants atteints d'un handicap dont l'incapacité physique ou mentale d'au moins 66% a été constaté par un médecin de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale.

Ainsi que l'explicite la note CCB 2021/217 de la Commission de contrôle budgétaire de l'INAMI du 3 novembre 2021 jointe au dossier soumis au Conseil d'État [9], ce droit automatique à l'intervention majorée sur la base de la reconnaissance de leur incapacité est établi sur la base de leur droit aux allocations familiales majorées [10].

Depuis la sixième réforme de l'État, les prestations familiales sont une matière qui, en vertu de l'article 5, § 1er, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', relève de la compétence des communautés. Sur la base de cette compétence, les communautés peuvent fixer, dans leur législation respective en matière de prestations familiales, ce qu'il y a lieu d'entendre par enfant handicapé.

C'est ainsi que, pour les enfants nés, selon le cas, après le 1er janvier 2019 ou après le 1er janvier 2020, les législateurs décrétaux et ordonnanciel compétents ont déjà adopté des dispositions qui ne concordent pas ou pas tout à fait avec ce que prévoit l'article 63 de la loi générale relative aux allocations familiales [11].

La note CCB 2021/217 de la Commission de contrôle budgétaire de l'INAMI du 3 novembre 2021 jointe au dossier explicite à cet égard ce qui suit :

> « Sur base des accords de coopération avec le SPF Sécurité sociale – DG handicap, les mêmes conditions et critères ont été utilisés dans les évaluations médicales par les entités fédérées pour l'octroi d'allocations familiales majorées aux enfants handicapés ; les résultats de ces évaluations médicales sont communiqués aux mutualités dans le flux A652 dans le but d'octroyer automatiquement l'intervention majorée.

[8] La phrase introductive de l'article 2 du projet doit tenir compte de ce que l'article 8 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 est divisé en alinéas.

[9] Note CCB 2021/217, point 4 (« Adaptation suite à la 6ème réforme de l'État pour l'établissement de l'incapacité physique ou mentale d'un enfant »).

[10] L'article 63, § 2, de la loi générale 'relative aux allocations familiales' dispose à cet égard comme suit :
« § 2. Les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 21 ans en faveur de l'enfant qui est atteint d'une affection qui a des conséquences pour lui sur le plan de l'incapacité physique ou mentale ou sur le plan de l'activité et de la participation, ou pour son entourage familial.
Le Roi détermine par qui, selon quels critères et de quelle manière les conséquences de l'affection visées à l'alinéa 1er sont constatées ainsi que les conditions auxquelles l'enfant doit satisfaire.
La constatation des conséquences de l'affection peut faire l'objet d'une révision dans les conditions déterminées par le Roi ».

[11] Voir à cet égard les dispositions citées dans l'avis 66.949/3 donné le 19 février 2020 sur une proposition de loi 'modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la notion d'enfant handicapé dans le cadre de la majoration de la quotité exemptée d'impôt' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66949).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

À partir du 01/01/2022, ces accords de coopération vont prendre fin et les entités fédérées seront pleinement compétentes pour déterminer le handicap d'un enfant dans le cadre de l'octroi des allocations familiales majorées.

En conséquence, il est proposé de prévoir une continuité des droits en adaptant la réglementation IM et de prévoir la reconnaissance d'une décision prise selon nos critères par un médecin d'une entité fédérée ».

La disposition à l'examen envisage à cet effet de reconnaitre, au même titre que la décision de constatation de l'incapacité physique ou mentale d'au moins 66 % par un médecin de la Direction Générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale, la décision prise « par un médecin exerçant dans l'arrondissement d'une entité fédérée […] à condition qu'elle remplisse les critères énoncés dans la loi générale relative aux allocations familiales ».

Cela étant, dès lors que, comme il a été explicité plus haut, la loi générale 'relative aux allocations familiales' n'a plus vocation qu'à être appliquée à titre transitoire suite à la défédéralisation des allocations familiales, mieux vaudrait déterminer de manière autonome les critères devant être remplis pour être considéré comme enfant handicapé au lieu de renvoyer à cette législation.

L'article 2 sera par conséquent revu en ce sens.

Article 3

Dès lors que seules certaines parties de l'article 18 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 sont complétées ou modifiées par l'article 3, il est inutile de remplacer entièrement cette disposition. Le procédé utilisé empêche de voir clairement sur quels points cette dernière est complétée ou modifiée.

Il convient aussi d'éviter de modifier la numérotation d'un texte, ainsi que tel est le cas au 7° en projet de l'article 18 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014, qui, par l'effet de l'abrogation implicite du 7° actuel, correspond par son objet au 8° actuel.

Pareil procédé ne tient en effet pas compte de ce que des références pourraient être faites aux dispositions ainsi renumérotées dans d'autres textes non modifiés, mais aussi de la connaissance acquise des textes en vigueur par leurs destinataires et les instances chargées de les appliquer, voire de l'existence de jurisprudence et de doctrine pouvant avoir fait état de ces dispositions, que les destinataires de la règle peuvent être amenés à consulter. Par ailleurs, ne pas renuméroter renseigne utilement le lecteur sur l'évolution de l'article concerné : si un numéro d'ordre manque entre deux subdivisions d'article, il sait immédiatement que la subdivision en question a été abrogée.

Mieux vaut en conséquence abroger le 7° actuel de cet article 18 et numéroter les 7° à 9° en 8° à 10°.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Article 4

1. L'article 4 entend donner suite à l'arrêt n° 197/2019 du 5 décembre 2019 de la Cour constitutionnelle, dans lequel la Cour s'est prononcée sur la situation spécifique des enfants hébergés de manière égalitaire par les parents séparés en ces termes :

> « B.7.4. S'il est légitime que le législateur souhaite éviter que tous les enfants de parents séparés soient pris en compte deux fois en ce qui concerne l'intervention majorée de l'assurance soins de santé, il est toutefois disproportionné d'admettre, d'une part, qu'il faut privilégier l'hébergement égalitaire et, par conséquent, la répartition de la charge des enfants entre les parents séparés, tout en refusant, d'autre part, de considérer les enfants comme étant inscrits, à tout le moins partiellement, à charge du parent qui sollicite l'intervention majorée.
>
> B.8. Cette différence de traitement injustifiée ne trouve toutefois pas sa source dans la disposition en cause, mais dans l'absence d'une disposition législative qui permette de prendre en compte, lors de la détermination du plafond de revenus en ce qui concerne l'octroi d'une intervention majorée de l'assurance soins de santé, la charge effectivement assumée par chaque parent dans l'hébergement et dans l'éducation de leurs enfants, lorsque ces enfants sont hébergés de manière égalitaire par les parents ».

Afin de remédier à cette différence de traitement injustifiée, l'article 4 entend permettre d'augmenter du même montant de 2.959,47 euros [12] le plafond du ménage du parent n'ayant pas l'enfant à sa charge dans les cas d'un hébergement partagé à raison d'au moins deux jours par semaine en moyenne.

Ce faisant, l'article 4 ne vise pas uniquement l'hypothèse d'un hébergement égalitaire, qui était celle dénoncée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 197/2019, mais entend également inclure les hypothèses d'hébergement partagé à raison d'au moins deux jours par semaine en moyenne.

Si la solution retenue par l'article 4 permet effectivement de remédier à la violation des articles 10 et 11 de la Constitution soulevée par la Cour constitutionnelle pour ce qui concerne les situations d'hébergement égalitaire, elle n'est pas sans poser de question quant à l'extension de ce régime à certaines situations d'hébergement partagé non égalitaire. En effet, selon le nombre de jours de garde (moins de deux jours ou deux jours au moins de garde par semaine en moyenne), certains parents auront ou non la possibilité de tenir compte de la charge que représente celle-ci pour la détermination du plafond de revenus permettant l'octroi de l'intervention majorée.

[12] Lire « 3.118,40 euros » à partir du 1er janvier 2022 conformément à l'article 9, 1°, du projet.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure ainsi que de la nature des principes en cause ; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé [13].

Interrogées quant à la question de savoir pourquoi ne pas avoir par exemple plutôt prévu, dès lors que l'intention est de viser également d'autres situations que l'hébergement égalitaire, la possibilité en cas d'hébergement partagé d'augmenter le plafond à concurrence d'un montant proportionnel au nombre de jours de garde (selon que l'hébergement partagé est de un jour par semaine, de deux jours par semaine ou de trois jours par semaine en moyenne) afin de tenir davantage compte de la charge réellement supporté par chacun des parents, les déléguées du Ministre ont répondu

> « avo[ir] souhaité créer une règle administrativement simple à appliquer pour les mutualités qui reçoivent un grand nombre de demandes d'intervention majorée ».

La seule volonté de simplification administrative ne suffit toutefois pas pour justifier raisonnablement la différence de traitement précitée. L'auteur du projet veillera par conséquent à justifier plus avant la différence de traitement opérée en cas d'hébergement partagé non égalitaire, entre les parents exerçant une garde au minimum de deux jours par semaine en moyenne – pour lesquels l'augmentation du plafond de revenu est applicable – et ceux exerçant une garde en moyenne de moins de deux jours par semaine, qui se voient privés de la possibilité de tenir compte de la charge que représente cette garde pour la détermination du plafond de revenus permettant l'octroi de l'intervention majorée.

2. L'article 21, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 (article 4, 1°, du projet) prévoit que la preuve de la cohabitation sera rapportée par le biais de la déclaration sur l'honneur conformément au modèle figurant à l'annexe du projet (annexe 3 en projet) « ou aux documents équivalents établis par les mutualités, comprenant obligatoirement toutes les mentions du modèle repris en annexe 3 ».

Il va de soi que les documents équivalents établis par les mutualités ne pourront pas comporter de nouvelles mentions ou conditions et devront se borner à refléter celles qui sont prévues par l'annexe du projet [14].

Article 9

Dès lors qu'il vise à modifier, matériellement sinon formellement, le contenu normatif de l'article 21 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014, le contenu de cet article sera déplacé

[13] Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Voir par exemple C.C., 17 juillet 2014, n° 107/2014, B.12 ; 25 septembre 2014, n° 141/2014, B.4.1 ; 30 avril 2015, n° 50/2015, B.16 ; 18 juin 2015, n° 91/2015, B.5.1 ; 16 juillet 2015, n° 104/2015, B.6 ; 16 juin 2016, n° 94/2016, B.3 ; 18 mai 2017, n° 60/2017, B.11 ; 15 juin 2017, n° 79/2017, B.3.1 ; 19 juillet 2017, n° 99/2017, B.11 ; 28 septembre 2017, n° 104/2017, B.8.

[14] Sur les mentions devant figurer dans l'annexe du projet, il est renvoyé à l'observation générale.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

à l'article 4 du projet afin de grouper en un seul et même article modificatif les modifications qui sont envisagées de cet article 21 [15], qui apparaîtront ainsi formellement.

L'article 11, devenant l'article 10, sera adapté en conséquence, notamment ses 3° et 4°, de manière à assurer l'entrée en vigueur progressive envisagée par les 1° à 3° de l'article 9.

Le plus simple serait de prévoir trois modifications de l'article 21 de l'arrêté royal du 15 janvier 2014 correspondant au contenu normatif de l'article 9 et de faire entrer en vigueur ces trois modifications respectivement au 1er janvier 2022, au 1er janvier 2023 et au 1er janvier 2024.

Les articles 10 à 12 seront par conséquent renumérotés en articles 9 à 11.

Article 11 (devenant article 10)

L'article 11 du projet dispose que ce dernier entre en vigueur (lire *:* « produit ses effets ») le 1er janvier 2022, à l'exception des dispositions énumérées aux points 1° à 4°.

Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Interrogées quant aux motifs justifiant la rétroactivité du projet, les déléguées du Ministre ont précisé ce qui suit :

> « De retroactieve inwerkingtreding van de verhoging van de grensbedragen op 1/1/2022 voorzien in het artikel 9 van het ontwerp is absoluut noodzakelijk om te voorzien in een continuïteit van het recht op de verhoogde tegemoetkoming van de gepensioneerden gelet op de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen op 1/1/2022 krachtens het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen en het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers voorzien in een geleidelijke verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen.
>
> De artikelen 1, 6, 7, 8 en 10 kunnen daarentegen op 1/7/2022 [in werking treden] om de retroactiviteit te vermijden; dit zal zo aangepast worden ».

L'article 11 sera par conséquent adapté en ce sens.

[15] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 120.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Annexe

Dans son avis n° 236/2021 du 17 décembre 2021, l'Autorité de protection des données a fait remarquer ce qui suit :

> « 19. L'arrêté royal ne précise pas combien de temps les données à caractère personnel sont conservées. Dans le formulaire de demande d'avis, l'auteur du projet formule la remarque suivante à ce sujet : 'La mutualité doit conserver les données aussi longtemps qu'elles sont pertinentes pour l'octroi de l'intervention majorée. Pour le contrôle, ces données doivent être conservées au moins pour la durée du délai de prescription qui s'applique pour la récupération des prestations (voir l'article 174, premier alinéa, 6° et troisième alinéa de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994)'. [Traduction libre réalisée par le service traduction du Secrétariat Général de l'Autorité, en l'absence de traduction officielle]
>
> 20. L'Autorité en prend acte. En vue de la transparence, il est recommandé d'insérer une disposition mentionnant le lien entre le délai de conservation et l'article 174 de la loi coordonnée ».

Interrogées quant aux motifs pour lesquels il n'a pas été donné suite à cette observation, les déléguées du Ministre ont répondu ce qui suit :

> « Het is niet nodig om een dergelijke bepaling te voorzien in het ontwerp van koninklijk besluit aangezien dit reeds voorgeschreven staat in de wet, meer bepaald artikel 174, eerste lid, 6° en derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 (hiërarchie der normen) ».

On peut se rallier à la réponse des déléguées du Ministre.

*

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 4 van het ontwerp strekt tot wijziging van artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 'betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarbij bepaald wordt tot welke inkomensgrens men een verhoogde tegemoetkoming kan genieten, teneinde daarin een specifieke bepaling in te voegen voor de berekening van de inkomensgrens van eenoudergezinnen (verhoging van de geldende inkomensgrens van het gezin van de andere ouder met een bepaald bedrag per kind als hij daar samenwoont in het kader van een gedeelde verblijfplaats gedurende gemiddeld ten minste twee dagen per week). Het bewijs van samenwoning en van inkomsten wordt geleverd door middel van een verklaring op erewoord overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 3 die bij het ontwerp bij het koninklijk besluit van 15 januari 2014 gevoegd wordt.

In haar advies 236/2021 van 17 december 2021 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit dienaangaande het volgende opgemerkt:

> "13. Artikel 4 van het ontwerp voegt aan artikel 21 van het koninklijk besluit, dat de inkomensgrens voor het bekomen van een verhoogde tegemoetkoming vaststelt, een specifieke bepaling toe voor het berekenen van de inkomstengrens van eenoudergezinnen (verhoging van de grens van de andere ouder met een bepaald bedrag per kind indien hij samenwoont in het kader van een gedeelde verblijfplaats gedurende ten minste gemiddeld 2 dagen per week). Het bewijs m.b.t. de samenwoning en het inkomen wordt geleverd door een verklaring op erewoord overeenkomstig de nieuwe bijlage 3 die door het ontwerp aan het koninklijk besluit wordt toegevoegd (zie ook artikel 10 van het ontwerp). De gegevens die aan de hand van deze verklaring op erewoord worden verzameld zijn vooreerst dezelfde gegevens als deze vermeld in de actuele bijlage 1 (zie punt 9 *in fine*) van het koninklijk besluit voor wat betreft de vragende ouder en de kinderen die het voorwerp uitmaken van de gedeelde verblijfplaats tussen hun ouders. Vervolgens wordt een reeks financiële gegevens opgevraagd m.b.t. elk van de betrokken kinderen, namelijk:
>
> • beroepsinkomsten en vervangingsinkomsten. Deze omvatten beroepsinkomsten en gerelateerde voordelen, bezoldigingen van bedrijfsleiders, inkomsten van zelfstandigen, werkloosheid met bedrijfstoeslag (vroeger brugpensioen), wettelijke ziekte– en invaliditeitsuitkeringen (arbeidsongeschiktheid die door het ziekenfonds wordt betaald), extralegale ziekte–uitkeringen of andere uitkering die als gevolg van loonderving wordt toegekend, werkloosheidsuitkering, pensioen (legaal of extralegaal), alsook het vakantiegeld;

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

• onroerende inkomsten als eigenaar of vruchtgebruiker in België of in het buitenland, dit zijn meer in het bijzonder het kadastraal inkomen (woonhuis), ander onroerend goed (gebouwen, woningen, gronden, …) belastbaar in België of niet;

• roerende inkomsten, dit zijn intresten, dividenden, etc., aangegeven in België of niet, renten, als zodanig geldende kapitalen of afkoopwaarden (groepsverzekering, levensverzekering, etc.);

• diverse inkomsten elk ander belastbaar inkomen in België (alimentatiegeld, studiebeurs, etc.), buitenlandse inkomsten die in België zijn vrijgesteld van belastingen krachtens de internationale overeenkomsten tot voorkoming van de dubbele belasting, kinderbijslag (onder de 25 jaar als hij beroepsinkomsten heeft).

14. Deze gegevens worden verwerkt met het oog op de berekening van het exacte bruto belastbaar inkomen.[1] De Autoriteit stelt vast dat de gegevens die door deze nieuwe bijlage 3 worden geviseerd dezelfde zijn als deze die het voorwerp uitmaken van de actuele bijlage 2[2] van het koninklijk besluit.

15. Voor zover de Autoriteit kan beoordelen zijn de gevraagde gegevens pertinent om het bruto-belastbaar inkomen van het gezin te berekenen.

16. De Autoriteit stelt evenwel vast dat de betrokkenen verplicht worden om bewijsstukken en/of getuigschriften te verstrekken m.b.t. inkomsten die beschikbaar zijn bij andere overheidsdiensten. Dit is onder meer het geval voor het meest recente aanslagbiljet, de diverse fiscale fiches en de diverse samenvattende opgaves. Vaak wordt voorgesteld om naast de fiscale fiche of samenvattende opgave ook nog een getuigschrift te bezorgen van de instantie die de fiche of de samenvattende opgave verstrekte.

17. De betrokkene verplichten om documenten te verzamelen waarover de overheid reeds beschikt zoals het aanslagbiljet, de fiscale fiches, de samenvattende opgaves is geen voorbeeld van een efficiënte werkwijze. Dit valt trouwens niet te rijmen met artikel 2 van de wet van 5 mei 2014[3] houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren.

---

[1] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies*: Artikel 37, § 19, tweede tot vierde lid, van de gecoördineerde wet [van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen] bepaalt dienaangaande:
"Er wordt rekening gehouden met de belastbare bruto-inkomsten van het gezin. Onder belastbare bruto-inkomsten verstaat men het bedrag van de inkomsten zoals ze zijn vastgesteld inzake inkomstenbelasting voor elke aftrek, alsook elk ander bestaansmiddel bepaald volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning.
Worden eveneens in aanmerking genomen, de inkomens die in België van belasting zijn vrijgesteld krachtens internationale overeenkomsten tot het vermijden van de dubbele belasting of andere internationale verdragen of akkoorden, of ze nu gelden voor de berekening van de belasting van andere inkomens of niet, alsook de inkomens van de personen bedoeld in artikel 227, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die van belasting worden vrijgesteld overeenkomstig de artikelen 230 of 231, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek.
De Koning kan tevens nadere regels vaststellen voor de precisering van de voornoemde inkomsten of bestaansmiddelen, alsook de voorwaarden vaststellen waaronder de voornoemde inkomsten of bestaansmiddelen geheel of gedeeltelijk worden vrijgesteld."

[2] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies*: Heeft betrekking op de situatie geviseerd door artikel 29 van het koninklijk besluit.

[3] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies*: Deze wet heeft tot doel de administratieve verplichtingen van burgers en rechtspersonen te vereenvoudigen door te waarborgen dat gegevens die reeds beschikbaar zijn in een authentieke bron niet opnieuw moeten worden meegedeeld aan een federale overheidsdienst en te komen tot een volledige gelijkschakeling tussen elektronische en papieren formulieren.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

18. De steller van het ontwerp moet dus nagaan welke stukken bij andere overheidsdiensten beschikbaar zijn met het oog op de controle van de verstrekte financiële gegevens en welke niet, zodat de verstrekking van bewijsstukken door de betrokkenen wordt beperkt tot wat absoluut noodzakelijk is. Dit is momenteel niet het geval. De bijlage moet in functie van de resultaten van deze oefening worden aangepast."

Op een vraag in dat verband hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

"Het opmaken van een dergelijke analyse is niet mogelijk vóór de publicatie van het betrokken koninklijk besluit maar het RIZIV engageert zich om deze aanbeveling in de toekomst te volgen en bij een volgende wijziging van de bijlage 3 deze analyse te maken."

Het antwoord van de gemachtigden van de minister is evenwel niet bevredigend. Uit de bewoordingen ervan kan immers niet opgemaakt worden om welke redenen een dergelijke analyse niet mogelijk zou zijn vóór de vaststelling van voorliggend ontwerp, te meer daar die bepaling pas in werking zal treden op 1 juli 2022. Zoals door de Gegevensbeschermingsautoriteit onderstreept is, is het verstrekken van bewijsstukken waarover de overheid reeds beschikt in strijd met de wet van 5 mei 2014 'houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkschakeling van elektronische en papieren formulieren', waarvan artikel 2 als volgt luidt:

"Deze wet heeft tot doel de administratieve verplichtingen van burgers en rechtspersonen te vereenvoudigen door te waarborgen dat gegevens die reeds beschikbaar zijn in een authentieke bron niet opnieuw moeten worden meegedeeld aan een federale overheidsdienst en te komen tot een volledige gelijkschakeling tussen elektronische en papieren formulieren."

Daarenboven dienen krachtens artikel 8, § 1, van dezelfde wet van 5 mei 2014

"[a]lle nieuwe elektronische of papieren formulieren uitgaande van een federale instantie en die bestemd zijn voor een burger of onderneming (…) meegedeeld [te worden] aan de Dienst voor administratieve vereenvoudiging van de FOD Kanselarij van de Eerste minister."

Krachtens artikel 8, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, moet die dienst nagaan of bij het ontwerpen van het formulier het principe van de unieke gegevensinzameling nageleefd is.

De steller van het ontwerp dient de tekst bijgevolg aldus te wijzigen dat aan de hierboven weergegeven opmerkingen van de Gegevensbeschermingsautoriteit gevolg gegeven wordt en het ontworpen formulier, dat als bijlage bij het ontwerp gevoegd is, moet aan de bevoegde dienst voorgelegd worden.[4]

[4] Zie, in dezelfde zin, inzonderheid advies 67.285/3 van 25 mei 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 22 juni 2020 'tot uitvoering van de artikelen 93*ter* tot 93*quinquies* van het wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de artikelen 412*bis*, 433 tot 435 van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, de artikelen 35 tot 37, 43 tot 45 en 47 van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en de artikelen 157 tot 159 en 161 van de programmawet (I) van 29 maart 2012, inzake het e-notariaat' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67285).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het achtste lid moet vermeld worden op welke datum de impactanalyse uitgevoerd is.

2. Het tiende lid, waarin verwezen wordt naar het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, moet aldus verplaatst worden dat de vervulde voorafgaande vormvereisten in chronologische volgorde vermeld worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1.1. In verband met artikel 6, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 2014, dat ingevoegd wordt bij artikel 1, 3°, van het ontwerp, heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit in haar advies nr. 236/2021 van 17 december 2021 het volgende opgemerkt:

> "10. [Het ontworpen] [a]rtikel 18, eerste lid, 8°, van het koninklijk besluit [van 15 januari 2014 'betreffende de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994']5 bepaalt dat er geen referentieperiode geldt voor de zelfstandige die gedurende ten minste een kwartaal genoot van een overbruggingsrecht. De sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen maken deel uit van het secundaire netwerk van de sociale zekerheid. Bijgevolg is de informatie m.b.t. het genieten van een overbruggingsrecht en dus om de gegrondheid van de aanvraag te beoordelen, beschikbaar binnen het netwerk van de sociale zekerheid. Artikel 11, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, verplicht alle instellingen van sociale zekerheid om sociale gegevens die ze nodig hebben, in te winnen in het netwerk, als ze daar beschikbaar zijn.[6] In het licht hiervan kan niet geëist worden dat de betrokken zelfstandige een 'attest' bij zijn verzekeringskas opvraagt en verstrekt. Dit punt moet dus in artikel 6 van het koninklijk besluit, zoals het gewijzigd wordt door artikel 1 van het ontwerp, worden geschrapt."

Op de vraag waarom aan die opmerking geen gevolg gegeven is, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

> "In het artikel 1, 3° van het ontwerp van [koninklijk] [besluit] wordt aangegeven dat de indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht gedurende een kwartaal' bewezen wordt door de mededeling van het genot van het overbruggingsrecht gedurende een kwartaal door de Vrije Sociale Verzekeringskas of door de Nationale Hulpkas waarbij zij met toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen zijn aangesloten. Er wordt in de bepaling niet aangegeven dat deze mededeling dient te gebeuren door het opvragen en verstrekken van een papieren attest door de betrokken zelfstandige zelf. De mededeling zal gebeuren op basis van een elektronische

[5] Artikel 3 van voorliggend ontwerp.

[6] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* Vereist een machtiging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het informatieveiligheidscomité (artikel 15, § 1, van de wet van 15 januari 1990).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

> flux die beschikbaar is binnen het netwerk van de sociale zekerheid zoals dit geëist wordt krachtens het artikel 11, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. De bepaling werd ingevoerd zodanig dat reglementair voorzien wordt op welke manier de indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht' bewezen [wordt]. In dat opzicht wordt de beoordeling van de [Gegevensbeschermingsautoriteit] niet gevolgd en wordt de bepaling niet geschrapt."

Van die uitleg wordt akte genomen. Ter wille van de rechtszekerheid en om elke onduidelijkheid te voorkomen, zou het niettemin beter zijn als in het dispositief verduidelijkt zou worden dat de mededeling via het netwerk van de sociale zekerheid gebeurt overeenkomstig artikel 11, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 'houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid'.

1.2. In hetzelfde ontworpen artikel 6, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 wordt bovendien voorgeschreven dat de inhoud van de mededeling bepaald kan worden door de Dienst voor administratieve controle van het RIZIV.

De vraag rijst of de toekenning van die verordenende bevoegdheid aan het RIZIV aanvaard kan worden.

Het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een instantie die geen politieke verantwoording verschuldigd is, is in beginsel niet in overeenstemming met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat daardoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve toetsing door de Raad van State, afdeling Wetgeving, en de duidelijke plaats in de hiërarchie der normen. Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een verordenende bevoegdheid aan zulke instanties of instellingen aanvaardbaar geacht heeft, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan uitgegaan kon worden dat de instanties of de instellingen die de betrokken regelgeving dienden toe te passen ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.[7]

[7] Zie, in die zin, inzonderheid advies 67.719/VR van 15 juli 2020 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 9 oktober 2020 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano' (*Parl. St.* Kamer 2019-20, nr. 1490/1, 28 tot 58, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67719). Zie ook advies 70.541/2 van 15 december 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 27 december 2021 'betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen', (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/70541).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Naar aanleiding van een vraag daarover hebben de gemachtigden van de minister het volgende gesteld:

> "De indicator 'zelfstandige in overbruggingsrecht gedurende een kwartaal' wordt krachtens dat artikel 18 bewezen door de mededeling van het genot van het overbruggingsrecht gedurende een kwartaal door de Vrije Sociale Verzekeringskas of door de Nationale Hulpkas waarbij zij met toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen zijn aangesloten. De Dienst voor administratieve controle legt per omzendbrief de verdere praktische modaliteiten vast zoals welke elektronische KSZ-flux geconsulteerd dient te worden door de ziekenfondsen voor de vaststelling van het overbruggingsrecht. Dit is ook reeds het geval voor de andere indicatoren."

Aangezien de toegekende bevoegdheid alleen betrekking heeft op louter technische aspecten, ten aanzien waarvan geen politieke beoordeling aan de orde is, kan aanvaard worden dat ze toegekend wordt aan het RIZIV, die inderdaad het best geplaatst lijkt om de inhoud van die mededeling te bepalen.

Dit gezegd zijnde, dient in het ontwerp bepaald te worden op welke wijze het RIZIV de inhoud van die mededeling moet bekendmaken, teneinde te garanderen dat de inhoud van die mededeling toegankelijk is.

Artikel 2

Zoals in het huidige artikel 8, eerste lid[8], 6°, van het koninklijk besluit van 15 januari 2014, wordt in de eerste zin van de bepaling die volgens artikel 2 van het ontwerp in de plaats moet komen van die bepaling onder 6°, voorgeschreven dat het recht op de verhoogde tegemoetkoming automatisch toegekend wordt aan kinderen met een handicap waarvan de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % vastgesteld is door een arts van de Directie-generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Zoals uitdrukkelijk gesteld wordt in de nota CBC 2021/217 van de Commissie voor begrotingscontrole van het RIZIV van 3 november 2021 die gevoegd is bij het dossier dat aan de Raad van State voorgelegd is,[9] wordt dat automatisch recht op de verhoogde

[8] In de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp dient men er rekening mee te houden dat artikel 8 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 in leden onderverdeeld is.

[9] Nota CBC 2021/217, 4) "Aanpassing naar aanleiding van de 6e Staatshervorming voor de vaststelling van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van een kind."

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

tegemoetkoming op basis van de erkenning van hun ongeschiktheid vastgesteld in het kader van hun recht op de verhoogde kinderbijslag.[10]

Sedert de Zesde Staatshervorming zijn de gezinsbijslagen een aangelegenheid die krachtens artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 "tot hervorming der instellingen" tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort. Op grond van die bevoegdheid mogen de gemeenschappen bepalen wat in hun respectieve regelgeving inzake de gezinsbijslagen onder een gehandicapt kind verstaan moet worden.

Zo hebben de bevoegde decreetgevers en ordonnantiegever voor de kinderen die, naargelang het geval, na 1 januari 2019 of 1 januari 2020 geboren zijn, reeds bepalingen aangenomen die niet langer of niet langer helemaal stroken met hetgeen bepaald wordt in artikel 63 van de Algemene Kinderbijslagwet.[11]

In de nota CBC 2021/217 van de Commissie voor begrotingscontrole van het RIZIV van 3 november 2021 wordt daaromtrent het volgende verduidelijkt:

> "Op basis van samenwerkingsakkoorden met de FOD Sociale Zekerheid- DG Handicap werden echter dezelfde voorwaarden en criteria gebruikt in de medische evaluaties door de deelentiteiten voor de toekenning van de verhoogde kinderbijslag aan gehandicapte kinderen; de resultaten van deze medische evaluaties worden aan de ziekenfondsen meegedeeld in de flux A652 m.o.o. de automatische toekenning van de verhoogde tegemoetkoming.
>
> Vanaf 01/01/2022 eindigen deze samenwerkingsovereenkomsten en zullen de deelentiteiten volledig bevoegd zijn voor de vaststelling van de handicap van een kind in het kader van de verhoogde kinderbijslag.
>
> Bijgevolg wordt voorgesteld om te voorzien in een continuïteit van de rechten door de VT-reglementering aan te passen en te voorzien in de erkenning van een beslissing genomen in overeenstemming met onze criteria door een arts van een deelentiteit."

Daartoe wordt in de voorliggende bepaling overwogen om in dat verband niet alleen de beslissing te aanvaarden waarbij een arts van de Directie-generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % vaststelt, maar ook de beslissing in die zin uitgaande "van een arts die handelt in het rechtsgebied van een deelstaat, mits deze in overeenstemming is met de criteria zoals voorzien in de Algemene Kinderbijslagwet".

---

[10] Artikel 63, § 2, van 'de Algemene Kinderbijslagwet' bepaalt in dat verband het volgende:
"De kinderbijslag wordt tot de leeftijd van 21 jaar toegekend ten behoeve van het kind dat een aandoening heeft die gevolgen heeft voor hemzelf, op het vlak van de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of op het vlak van de activiteit en de participatie, of voor zijn familiale omgeving.
De Koning bepaalt door wie, volgens welke criteria en op welke wijze de gevolgen van de aandoening bedoeld in het eerste lid worden vastgesteld, alsmede de voorwaarden waaraan het kind moet voldoen.
De vaststelling van de gevolgen van de aandoening kan worden herzien onder de voorwaarden bepaald door de Koning."

[11] Zie in dat verband de bepalingen die geciteerd zijn in advies 66.949/3 van 19 februari 2020 over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de notie 'gehandicapt kind' inzake de verhoogde belastingvrije som betreft' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66949).

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Aangezien de Algemene Kinderbijslagwet, zoals hierboven uiteengezet is, ten gevolge van de defederalisering van de kinderbijslag, nog slechts bedoeld is om bij wijze van overgangsregeling toegepast te worden, zou het bij dit alles beter zijn om de criteria waaraan een kind moet voldoen om als gehandicapt kind beschouwd te worden in een autonome bepaling vast te leggen in plaats van daarvoor naar die wetgeving te verwijzen.

Artikel 2 moet bijgevolg in die zin herzien worden.

Artikel 3

Aangezien slechts bepaalde delen van artikel 18 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 bij artikel 3 aangevuld of gewijzigd worden, heeft het geen zin dat artikel 18 integraal te vervangen. De gevolgde werkwijze maakt het onmogelijk om duidelijk in te zien op welke punten dat artikel aangevuld of gewijzigd wordt.

Daarenboven dient men te vermijden de nummering van een tekst te wijzigen, zoals het geval is met de ontworpen bepaling onder 7° van artikel 18 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 die, door de impliciete opheffing van de huidige bepaling onder 7°, overeenstemt met de huidige bepaling onder 8°.

Een dergelijke werkwijze houdt immers geen rekening met het feit dat in andere, ongewijzigde teksten verwezen zou kunnen worden naar de aldus vernummerde bepalingen, noch met het feit dat de adressaten van de regeling in kwestie en de instanties die ze moeten toepassen vertrouwd zijn met de geldende teksten, of zelfs met het feit dat in de rechtspraak en de rechtsleer, die de adressaten mogelijk moeten raadplegen, misschien gewag gemaakt wordt van die bepalingen. Door de bepalingen niet te vernummeren wordt aan de lezer overigens interessante informatie verschaft over de ontstaansgeschiedenis van het artikel in kwestie: indien er tussen twee onderdelen van een artikel een volgnummer ontbreekt, weet de lezer meteen dat het onderdeel in kwestie opgeheven is.

Het is dan ook beter om de huidige bepaling onder 7° van dat artikel 18 op te heffen en om van de bepalingen onder 7° tot 9° de bepalingen onder 8° tot 10° te maken.

Artikel 4

1. Artikel 4 strekt ertoe gevolg geven aan arrest nr. 197/2019 van 5 december 2019 van het Grondwettelijk Hof, waarin dat Hof zich aldus uitgesproken heeft over de specifieke situatie van kinderen die door hun ouders op een gelijkmatig verdeelde wijze gehuisvest worden:

> "B.7.4. Ook al is het legitiem dat de wetgever wil vermijden dat alle kinderen van gescheiden ouders twee keer in aanmerking worden genomen voor de verhoogde tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging, is het niettemin onevenredig te erkennen dat, enerzijds, een gelijkmatig verdeelde huisvesting en bijgevolg een verdeling van de last van de kinderen onder de gescheiden ouders moet worden bevoorrecht, terwijl, anderzijds, wordt geweigerd hen te beschouwen als op zijn minst gedeeltelijk ten laste van de ouder die om de verhoogde tegemoetkoming verzoekt.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

B.8. Dat onverantwoorde verschil in behandeling vindt evenwel zijn oorsprong niet in de in het geding zijnde bepaling, maar in de ontstentenis van een wetsbepaling die toelaat, bij het bepalen van de inkomensgrens voor de toekenning van een verhoogde tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging, rekening te houden met de last die daadwerkelijk door elke ouder wordt gedragen in de huisvesting en de opvoeding van hun kinderen, wanneer die kinderen door de ouders gelijkmatig worden gehuisvest."

Om dat onverantwoord verschil in behandeling te verhelpen, strekt artikel 4 ertoe het mogelijk te maken om de inkomensgrens van het gezin van de ouder die het kind niet te zijnen laste heeft, met hetzelfde bedrag van 2.959,47 euro[12] te verhogen in geval van een gedeelde verblijfplaats gedurende gemiddeld ten minste twee dagen per week.

Aldus heeft artikel 4 niet alleen betrekking op het geval van een gelijkmatig verdeelde huisvesting, dat het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 197/2019 gehekeld heeft, maar is het de bedoeling dat dit artikel ook geldt voor de gevallen van een verdeelde huisvesting gedurende gemiddeld ten minste twee dagen per week.

Hoewel de oplossing waarvoor in artikel 4 gekozen is, het inderdaad mogelijk maakt om de door het Grondwettelijk Hof opgeworpen schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te verhelpen voor de gevallen van gelijkmatig verdeelde huisvesting, doet ze evenwel vragen rijzen met betrekking tot de uitbreiding van die regeling tot bepaalde gevallen van niet-gelijkmatig verdeelde huisvesting. Afhankelijk van het aantal dagen huisvesting (minder dan twee dagen of ten minste twee dagen gemiddeld per week) zullen bepaalde ouders immers al dan niet de mogelijkheid hebben om de last die dat meebrengt in rekening te brengen bij het bepalen van de inkomensgrens op grond waarvan de verhoogde tegemoetkoming toegekend kan worden.

Het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat tussen categorieën van personen een verschil in behandeling ingesteld wordt, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet beoordeeld worden rekening houdend met het doel en de gevolgen van de maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er tussen de aangewende middelen en het beoogde doel geen redelijk verband van evenredigheid bestaat.[13]

[12] Lees "3.118,40 euro" met ingang van 1 januari 2022 overeenkomstig artikel 9, 1°, van het ontwerp.

[13] Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie bijvoorbeeld GwH 17 juli 2014, nr. 107/2014, B.12; 25 september 2014, nr. 141/2014, B.4.1; 30 april 2015, nr. 50/2015, B.16; 18 juni 2015, nr. 91/2015, B.5.1; 16 juli 2015, nr. 104/2015, B.6; 16 juni 2016, nr. 94/2016, B.3; 18 mei 2017, nr. 60/2017, B.11; 15 juni 2017, nr. 79/2017, B.3.1; 19 juli 2017, nr. 99/2017, B.11; 28 september 2017, nr. 104/2017, B.8.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Aangezien het de bedoeling is om ook andere gevallen dan de gelijkmatig verdeelde huisvesting onder die bepaling te laten vallen, is de vraag gesteld waarom bijvoorbeeld niet veeleer voorzien wordt in de mogelijkheid om in het geval van een verdeelde huisvesting de inkomensgrens te verhogen met een bedrag in verhouding met het aantal dagen huisvesting (naargelang de gedeelde huisvesting gemiddeld één dag per week, twee dagen per week of drie dagen per week geldt), teneinde meer rekening te houden met de last die elk van de ouders daadwerkelijk draagt. Op die vraag hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

> "Nous avons souhaité créer une règle administrativement simple à appliquer pour les mutualités qui reçoivent un grand nombre de demandes d'intervention majorée."

Het louter streven naar administratieve vereenvoudiging volstaat echter niet om het voormelde verschil in behandeling redelijk te verantwoorden. De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat een omstandiger verantwoording opgegeven wordt voor het verschil in behandeling in geval van een niet gelijkmatig verdeelde huisvesting tussen ouders die hun kind(eren) gemiddeld ten minste twee dagen per week opvangen – voor wie de verhoging van de inkomensgrens van toepassing is – en ouders die hun kind(eren) gemiddeld minder dan twee dagen per week huisvesten – aan wie de mogelijkheid onthouden wordt om de last van die huisvesting in aanmerking te nemen voor de bepaling van de inkomensgrens op grond waarvan de verhoogde tegemoetkoming toegekend kan worden.

2. In het ontworpen artikel 21, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 (artikel 4, 1°, van het ontwerp) wordt bepaald dat het bewijs van samenwoning geleverd moet worden aangegeven door middel van de onderschrijving van de verklaring op erewoord volgens het model opgenomen in de bijlage bij het ontwerp (de ontworpen bijlage 3) "of gelijkwaardige documenten vastgesteld door de ziekenfondsen, die verplicht alle verwijzingen van het model ingevoegd in bijlage 3 bevatten".

Het spreekt vanzelf dat de gelijkwaardige documenten vastgesteld door de ziekenfondsen, geen nieuwe vermeldingen of voorwaarden mogen bevatten, en louter een weerspiegeling mogen zijn van die waarin in de bijlage bij het ontwerp voorziet.[14]

Artikel 9

Aangezien artikel 9 ertoe strekt de regelgevende inhoud van artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 materieel zo niet formeel te wijzigen, moet de inhoud van dit artikel 9 verplaatst worden naar artikel 4 van het ontwerp teneinde de voorgenomen wijzigingen van dat artikel 21[15] samen te brengen in één enkel wijzigingsartikel, zodat ze ook uit de vorm blijken.

[14] Voor de vermeldingen die in de bijlage bij het ontwerp opgenomen moeten worden, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

[15] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, http://www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 120.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Artikel 11, dat artikel 10 wordt, moet bijgevolg aldus aangepast worden, met name wat de bepalingen onder 3° en 4° betreft, dat gezorgd wordt voor de stapsgewijze inwerkingtreding waarin de bepalingen onder 1° tot 3° van artikel 9 voorzien.

Het eenvoudigste zou zijn om te voorzien in drie wijzigingen van artikel 21 van het koninklijk besluit van 15 januari 2014 die overeenstemmen met de regelgevende inhoud van artikel 9 en die drie wijzigingen in werking te laten treden op respectievelijk 1 januari 2022, 1 januari 2023 en 1 januari 2024.

De artikelen 10 tot en met 12 moeten bijgevolg vernummerd worden tot de artikelen 9 tot en met 11.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt)

Volgens artikel 11 van het ontwerp treedt dit besluit in werking op (lees: "heeft [het] uitwerking met ingang van") 1 januari 2022, met uitzondering van de bepalingen opgesomd in dat artikel, 1° tot en met 4°.

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel verantwoord zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet toegestaan wordt, kan terugwerking alleen bij wijze van uitzondering aanvaard worden, wanneer ze nodig is voor, onder andere, de continuïteit van de openbare dienst of de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

Naar aanleiding van de vraag waarom aan het ontwerp terugwerkende kracht verleend wordt, hebben de gemachtigden van de minister het volgende te kennen gegeven:

> "De retroactieve inwerkingtreding van de verhoging van de grensbedragen op 1/1/2022 voorzien in het artikel 9 van het ontwerp is absoluut noodzakelijk om te voorzien in een continuïteit van het recht op de verhoogde tegemoetkoming van de gepensioneerden gelet op de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen op 1/1/2022 krachtens het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen en het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers voorzien in een geleidelijke verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen.
>
> De artikelen 1, 6, 7, 8 en 10 kunnen daarentegen op 1/7/2022 [in werking treden] om de retroactiviteit te vermijden; dit zal zo aangepast worden".

Artikel 11 moet bijgevolg in die zin aangepast worden.

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡

Bijlage

In haar advies nr. 236/2021 van 17 december 2021 heeft de Gegevensbeschermingsautoriteit het volgende opgemerkt:

> "19. Het koninklijk besluit bepaalt niet hoelang de persoonsgegevens worden bewaard. In het adviesaanvraagformulier merkt de steller van het ontwerp dienaangaande het volgende op: 'Het ziekenfonds moet de gegevens bewaren zolang deze relevant zijn voor de toekenning van de verhoogde tegemoetkoming. Voor de controle moeten deze gegevens minstens worden bewaard voor de duur van de verjaringstermijn die geldt voor de terugvordering van de vergoedingen (zie artikel 174, eerste lid, 6° en derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994.'
>
> 20. De Autoriteit neemt hiervan akte. Met het oog op transparantie wordt de opname van een bepaling waarin de link tussen de bewaartermijn en artikel 174 van de gecoördineerde wet wordt vermeld, aanbevolen."

Op de vraag waarom aan die opmerking geen gevolg gegeven is, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

> "Het is niet nodig om een dergelijke bepaling te voorzien in het ontwerp van koninklijk besluit aangezien dit reeds voorgeschreven staat in de wet, meer bepaald artikel 174, eerste lid, 6° en derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 (hiërarchie der normen)."

Met dat antwoord van de gemachtigden van de minister kan ingestemd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Pierre VANDERNOOT

‡LW-AJDWPADCI-HAJEERZ‡